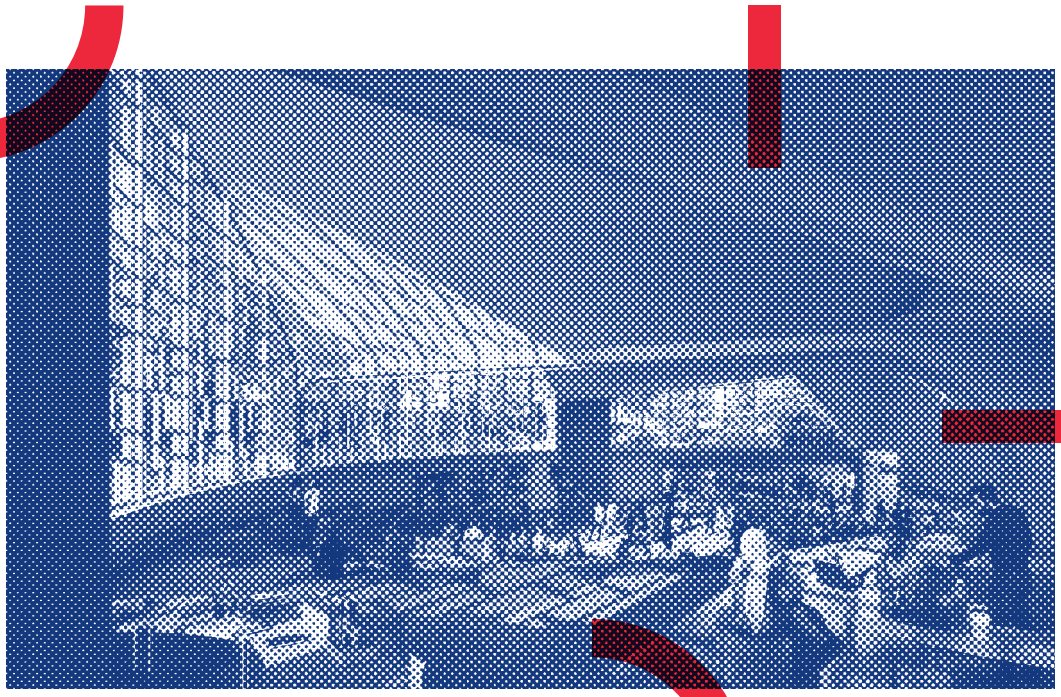
Studio Gang

France & États-Unis : *Regards croisés* sur les quartiers prioritaires



P21 | QUARTIERS DE DEMAIN

Perspective 21

Studio Gang

France & États-Unis :
Regards croisés sur les quartiers prioritaires

Équipe

Studio Gang
+ NASCA
+ Après la pluie
+ Bérim
+ Aïda - Atelier indépendant d'Acoustique
+ Agi2D
+ The Street Society

Contact

publications@studiogang.com

Site

Corbeil-Essonnes, quartier des Tarterêts

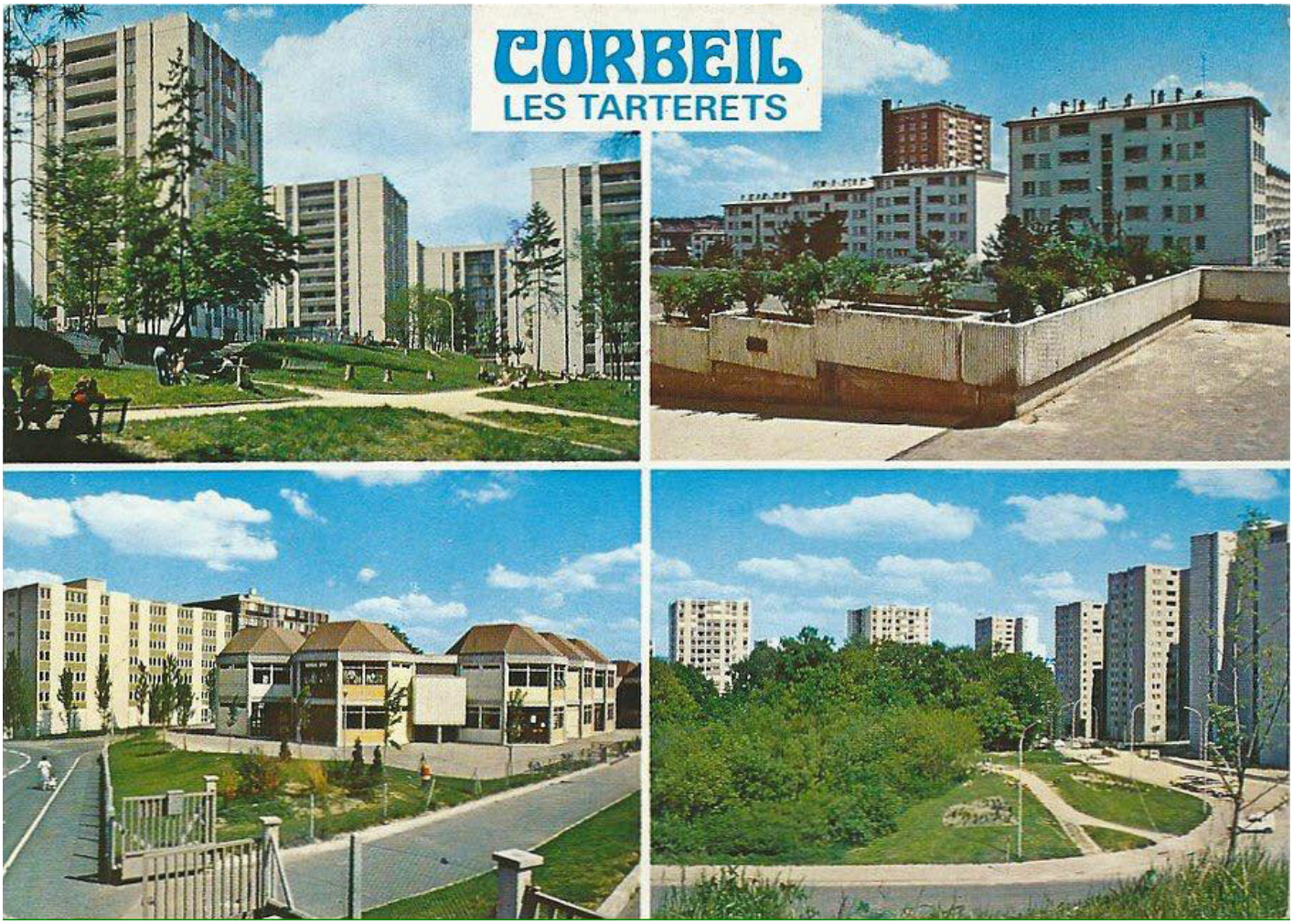
Projet

Réhabiliter la chaufferie du quartier, bâtiment emblématique du patrimoine industriel du XXe siècle, pour réaliser un équipement culturel rayonnant et pluridisciplinaire

Lancée à l'initiative du Président de la République, la consultation internationale Quartiers de demain a mobilisé tout au long de l'année 2025 trente équipes pluridisciplinaires – architectes, urbanistes, paysagistes – dans dix quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'objectif : faire de l'aménagement et de l'architecture des leviers d'accélération des transitions socio-écologiques, revaloriser l'héritage bâti des quartiers prioritaires et engager de nouvelles méthodes de co-construction des projets avec les habitants.

Les Perspectives Quartiers de demain sont le fruit de cette immersion inédite. Réflexions situées, mises en perspectives et propositions concrètes – écrites par les concepteurs eux-mêmes – elles abordent les grands enjeux rencontrés au cours de la consultation : la réhabilitation des grands ensembles du XXe siècle, l'aménagement par le paysage, le plaisir d'habiter son logement et son quartier, l'adaptation face au changement climatique, l'inclusion et la participation citoyenne, etc.

Les Perspectives Quartiers de demain constituent une mémoire vivante de la consultation internationale, fruit d'une année de mobilisation autour des quartiers prioritaires des politiques de la ville.



Carte postale du quartier des Tarterêts © Archive

Croiser les regards, tisser les liens

L'élaboration d'un projet d'infrastructure culturelle et sociale dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), tel que la Chaufferie du quartier des Tarterêts, impose une posture d'humilité et d'ouverture. Loin d'être une simple question d'architecture ou d'aménagement local, il s'agit d'une interrogation profonde sur la résilience urbaine, la citoyenneté active, et la capacité d'un lieu à devenir un catalyseur de transformation sociale. C'est dans cette perspective que notre réflexion s'est enrichie d'un exercice de regards croisés. D'un côté, l'expertise internationale de Studio Gang (basé à Chicago / Paris / New York / San Francisco), familière des dynamiques américaines des *community centers* et des bibliothèques de quartier ; de l'autre, l'approche locale de nos consultants, et en particulier de notre programmiste et stratégiste urbaine (The Street Society), qui a analysé le tissu urbain et social des Tarterêts. Cette synergie a permis de dépasser la seule connaissance technique pour embrasser une véritable démarche de co-apprentissage, fondée sur l'observation attentive, l'écoute prolongée, la compréhension des usages latents et l'adaptation contextuelle.

La Chaufferie, dans cette vision, est plus qu'un bâtiment : elle se veut un *lieu-mémoire* et un *lieu-projet*, un laboratoire explorant comment des infrastructures culturelles peuvent devenir de véritables agents d'inclusion et de vitalité dans des environnements historiquement marginalisés. Cette réflexion comparative vise à identifier les enseignements possibles : que pouvons-nous tirer des expériences américaines, notamment en matière de gouvernance partagée et d'*empowerment* citoyen, pour nourrir et affiner notre approche française, souvent guidée par des politiques publiques descendantes et un héritage de rénovation urbaine parfois perçu comme brutal[1] ? Comprendre la formation, la stigmatisation et les réponses aux défis des QPV aux États-Unis et en France est essentiel pour faire de La Chaufferie un modèle de lieu vivant, résilient et profondément inclusif.

Héritages historiques : ségrégation, colonialisme et stigmates

AUX ÉTATS-UNIS : SÉGRÉGATION SYSTÉMIQUE ET REDLINING

Aux États-Unis, la formation des quartiers dits populaires est indissociable d'une histoire longue de ségrégation raciale institutionnalisée. Le *redlining*, formalisé par la Home Owners' Loan Corporation (HOLC) dès les années 1930[2], est l'un des mécanismes les plus dévastateurs de cette politique. En classant les quartiers en quatre catégories (de A, vert, pour les zones « les plus sûres » à D, rouge, pour les zones jugées « dangereuses » en raison de leur composition raciale ou ethnique, majoritairement noire), le gouvernement fédéral a directement orienté les flux de capitaux. Le redlining a eu pour effet de refuser des prêts hypothécaires, d'assurances et d'investissements publics aux résidents des zones D. Ce phénomène, même s'il est officiellement aboli par le Fair Housing Act de 1968[3], a laissé des cicatrices économiques profondes[4]. Des villes comme Chicago, Detroit et Washington DC, affichent encore aujourd'hui des cartes de disparités socio-économiques qui calquent presque parfaitement les cartes de redlining originales.

Les conséquences vont bien au-delà de la simple propriété foncière. Le manque d'investissement a entraîné une dégradation des infrastructures scolaires, de santé, de transport et de services publics, créant un cercle vicieux de marginalisation. Les habitant·e·s, privés de l'accès aux outils classiques de construction de richesse (l'immobilier), ont été forcés d'inventer des formes de solidarité communautaire endogènes : développement d'églises comme pivots sociaux[5], création d'associations de quartier militantes, développement d'une culture locale extrêmement riche (musique, art, cuisine) comme moyen de résistance et d'expression identitaire. Dans des zones emblématiques comme South Central à Los Angeles ou le West Side de Chicago, la médiatisation négative, souvent axée sur la criminalité ou la violence, a renforcé la stigmatisation externe, masquant la vitalité, l'innovation sociale et la créativité foisonnante de ces communautés. Ces quartiers sont donc des espaces de double résilience : celle de survivre à la désertion institutionnelle, et celle d'affirmer leur identité face à l'hostilité du regard extérieur.

EN FRANCE : HÉRITAGES COLONIAUX ET PÉRIPHÉRISATION DES GRANDS ENSEMBLES

En France, le contexte historique est celui de l'héritage colonial et de la planification urbaine post-Seconde Guerre mondiale[6]. Les Grands Ensembles, construits massivement à partir des années 1950, avaient initialement une vocation d'intégration : loger les classes populaires déplacées par la reconstruction et, surtout, accueillir les vagues successives d'immigration post-coloniale venues soutenir l'essor économique des Trente Glorieuses[7]. Ces cités, basées sur un modèle fonctionnaliste (notamment inspiré par le Corbusier), étaient conçues comme des cités de promotion sociale.

1 Bonneau, C. (2018). *La politique de la ville et la mixité sociale en France*. Presses Universitaires de Rennes.
2 Massey, D. S., & Denton, N. A. (1993). *American Apartheid*. Harvard University Press.
3 U.S. Department of Housing and Urban Development (HUD). *Fair Housing Act of 1968*.
4 Rothstein, R. (2017). *The Color of Law*. Liveright.
5 Lincoln, C. E., & Mamiya, L. H. (1990). *The Black Church in the African American Experience*.
6 Préteceille, E. (2010). *Les quartiers en difficulté*. PUF.
7 Ibid.

Tom Lee Park, StudioGang © Connor Ryan

Cependant, à partir des années 1970 et 1980, le déclassement économique (désindustrialisation), l'absence chronique d'emplois de proximité et le retrait progressif des services publics ont transformé ces périphéries en marges stigmatisées.

La France n'a pas connu le redlining au sens formel américain (refus de prêt basé sur la race par des institutions nationales), mais la périphérisation et la relégation sociale ont produit des effets comparables[8]. Des quartiers comme Les Tarterêts à Corbeil-Essonnes, La Grande Borne à Grigny, ou le Val Fourré à Mantes-la-Jolie, concentrent aujourd'hui des difficultés multidimensionnelles : faiblesse des revenus, taux de chômage structurellement plus élevés que la moyenne nationale, échec scolaire accru et ségrégation ethnique de fait. Les politiques publiques (notamment via l'ANRU – Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, initiée en 2004)[9] ont privilégié la transformation physique (démolition, reconstruction, diversification de l'habitat). Si ces chantiers ont amélioré le bâti, ils ont parfois généré un sentiment de déracinement et de perte des repères pour les habitant·e·s relogés, sans toujours résoudre les problèmes fondamentaux de l'accès à l'emploi et du regard que porte la société sur ces territoires.

ENTRE CONVERGENCES ET DIFFÉRENCES

Malgré des mécanismes originels distincts (ségrégation raciale institutionnelle aux USA contre relégation socio-spatiale liée à l'urbanisme en France), les résultats convergent sur la question du stigmate. Dans les deux contextes, on observe : une concentration de vulnérabilités (économiques, éducatives, sanitaires) ; une réputation négative entretenue par les médias et le discours politique ; et des marges de manœuvre réduites pour les habitant·e·s en termes de mobilité sociale et géographique.

La différence majeure réside dans la lecture de la race et de la classe. Aux États-Unis, la ségrégation est avant tout lue par le prisme racial[10], où l'appartenance à un quartier est souvent synonyme d'appartenance ethnique. En France, le modèle républicain d'intégration tend à masquer la dimension ethnique au profit d'une lecture socio-spatiale (la « banlieue », le « quartier sensible »). Cependant, des études montrent que, dans les faits, les habitant·e·s issus de l'immigration post-coloniale sont surreprésentés dans les quartiers stigmatisés, ce qui complexifie la distinction et révèle une forme de ségrégation invisible ou indirecte. Dans les deux cas, la capacité des habitant·e·s à naviguer entre ces environnements hostiles et des réseaux de solidarité endogènes et inventifs est une source d'apprentissage cruciale pour les porteurs de projets comme La Chaufferie.

Participation citoyenne et impératif d'empowerment

L'approche américaine des *inner cities* met un accent fort sur l'*empowerment* et la *participation citoyenne* comme outils de reconstruction sociale et économique[11]. Ce modèle s'est largement construit en réaction à la désaffection de l'État fédéral et local après les émeutes des années 1960[12]. Les dispositifs ne visent pas seulement à informer les habitant·e·s, mais à leur transférer le pouvoir de décision et de gestion (*co-ownership*). Des initiatives comme les budgets participatifs (notamment à New York, via la NYC Civic Engagement Commission, ou à Chicago), permettent aux résidents de voter directement sur l'affectation d'une partie des fonds publics pour des projets locaux (parcs, sécurité, équipements).

L'infrastructure sociale (bibliothèques, *community centers*) est perçue non pas comme un simple lieu de service, mais comme un levier d'organisation collective. Le rôle des Community Development Corporations (CDCs), des organisations privées à but non lucratif créées par et pour les habitant·e·s, est fondamental. Les CDCs gèrent des projets immobiliers, offrent des formations professionnelles, et pilotent des initiatives de développement économique. Elles incarnent la philosophie selon laquelle les résidents doivent être les acteurs principaux de la transformation de leur quartier. La participation se traduit concrètement par la présence des habitant·e·s dans les conseils d'administration, la *co-conception* des programmes d'activités, et même la gestion quotidienne des espaces collectifs, assurant une légitimité et une appropriation que les institutions extérieures peinent souvent à obtenir.

CO-CRÉATION

Le réaménagement du *parc Tom Lee à Memphis* (Studio Gang) a alimenté notre réflexion. Ce parc, situé le long du fleuve Mississippi, est un espace historiquement important mais sous-utilisé. Le projet n'a pas été dicté par une vision urbanistique descendante, mais a été développé en intégrant les habitant·e·s et les associations locales à chaque étape. Des ateliers de co-conception ont permis de définir les usages, les équipements nécessaires (aires de jeux inclusives, espaces sportifs, scènes culturelles) et la relation au fleuve. L'objectif était de créer un espace inclusif et équitable, capable de devenir une ressource pour toute la ville, mais avec une gouvernance assurant que les besoins de la communauté locale (en particulier les quartiers adjacents historiquement marginalisés) soient prioritaires.

Cette expérience démontre que la gouvernance partagée est le garant d'une appropriation durable. Le parc n'est pas seulement un espace « pour » les habitant·e·s, mais un espace « avec » eux.

8 Dikeç, M. (2007). *Badlands: Urban Theory and Spatial Politics.*
9 ANRU, rapports officiels. [https://www.anru.fr]
10 Massey & Denton (1993)
11 Fung, A., & Wright, E. O. (2003). *Deepening Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*. Verso.
12 Sugrue, T. (1996). *The Origins of the Urban Crisis.* Princeton University Press.

Arcus Center, un exemple de community center, Studio Gang © Steve Hall

Le concept de *co-ownership* implique que les résidents se sentent investis, et contribuent non seulement à la programmation (en proposant des événements, des marchés ou des activités), mais aussi, dans certains cas, à la maintenance et à la surveillance informelle de l'espace. Pour La Chaufferie, l'enseignement est direct : l'implication précoce et la délégation de responsabilité aux habitant·e·s et aux associations locales sont les clés pour transformer un équipement neuf en un socle de fierté et un pôle de cohésion sociale.

Perspectives françaises : rénovation urbaine, gouvernance et fracture

LE CHOC DE LA TRANSFORMATION PHYSIQUE

En France, les politiques urbaines ont longtemps été dominées par une approche centrée sur l'offre et le bâti. Les programmes de l'ANRU, qui ont injecté des milliards d'euros pour la transformation des Grands Ensembles, ont réussi à améliorer significativement la qualité des logements et la porosité des quartiers (par la création de nouvelles rues, la démolition de barres, et la création de mixité dans l'habitat). Cependant, ils ont souvent échoué à opérer une véritable mixité sociale et fonctionnelle durable. Le « choc de la transformation » a pu se traduire par un sentiment d'être dépossédé de son histoire ou de son espace, d'autant plus que les problèmes d'emploi, de discrimination à l'embauche, et d'accès aux services publics sont restés tenaces.

Les Tarterêts sont un exemple emblématique de cette transformation inachevée. Le quartier a vu son paysage profondément modifié, mais les stigmates sociaux et la réputation médiatique persistent. La fracture se situe entre une vision institutionnelle de la normalisation urbaine et l'expérience quotidienne des habitant·e·s, qui attendent avant tout la reconnaissance de leur culture et l'accès à des opportunités économiques réelles. C'est pourquoi l'approche de La Chaufferie doit prendre le contre-pied des rénovations purement physiques : l'enjeu n'est pas de rattraper un retard urbain, mais de créer de la valeur sociale et culturelle en partant des ressources existantes du territoire.

DES CONSEILS CITOYENS À L'AGENTIVITÉ

La France a progressivement mis en place des mécanismes de participation. La Loi Lamy de 2014 a rendu obligatoire la création des Conseils Citoyens dans les quartiers prioritaires. Ces instances, composées de volontaires (habitant·e·s et acteurs locaux), sont censées garantir l'association des résidents à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des contrats de ville. Si l'intention est louable – introduire l'agentivité des habitant·e·s dans la politique de la ville – la réalité est souvent complexe. Les Conseils Citoyens souffrent parfois d'un manque de moyens, d'une difficulté à recruter et à maintenir l'engagement, ou d'un rôle consultatif perçu comme peu influent face aux décisions prises par les élus et les techniciens.

C'est ici que le regard américain devient particulièrement inspirant. La Chaufferie, et plus largement l'initiative des Quartiers de Demain, offre l'opportunité d'expérimenter une forme de gouvernance hybride et véritablement partagée, dépassant le simple cadre consultatif. Il s'agit de mettre en place des outils concrets de co-décision : conseils d'usagers dotés d'un pouvoir réel sur une partie du budget et de la programmation ; commissions thématiques gérées directement par les associations et les résidents ; plateforme numérique de consultation permanente. Ces dispositifs visent à restaurer la confiance en démontrant que la participation est effective et qu'elle mène à une véritable *co-ownership* du lieu, renforçant la légitimité de l'équipement comme bien commun.

Le Rôle stratégique des infrastructures culturelles et sociales

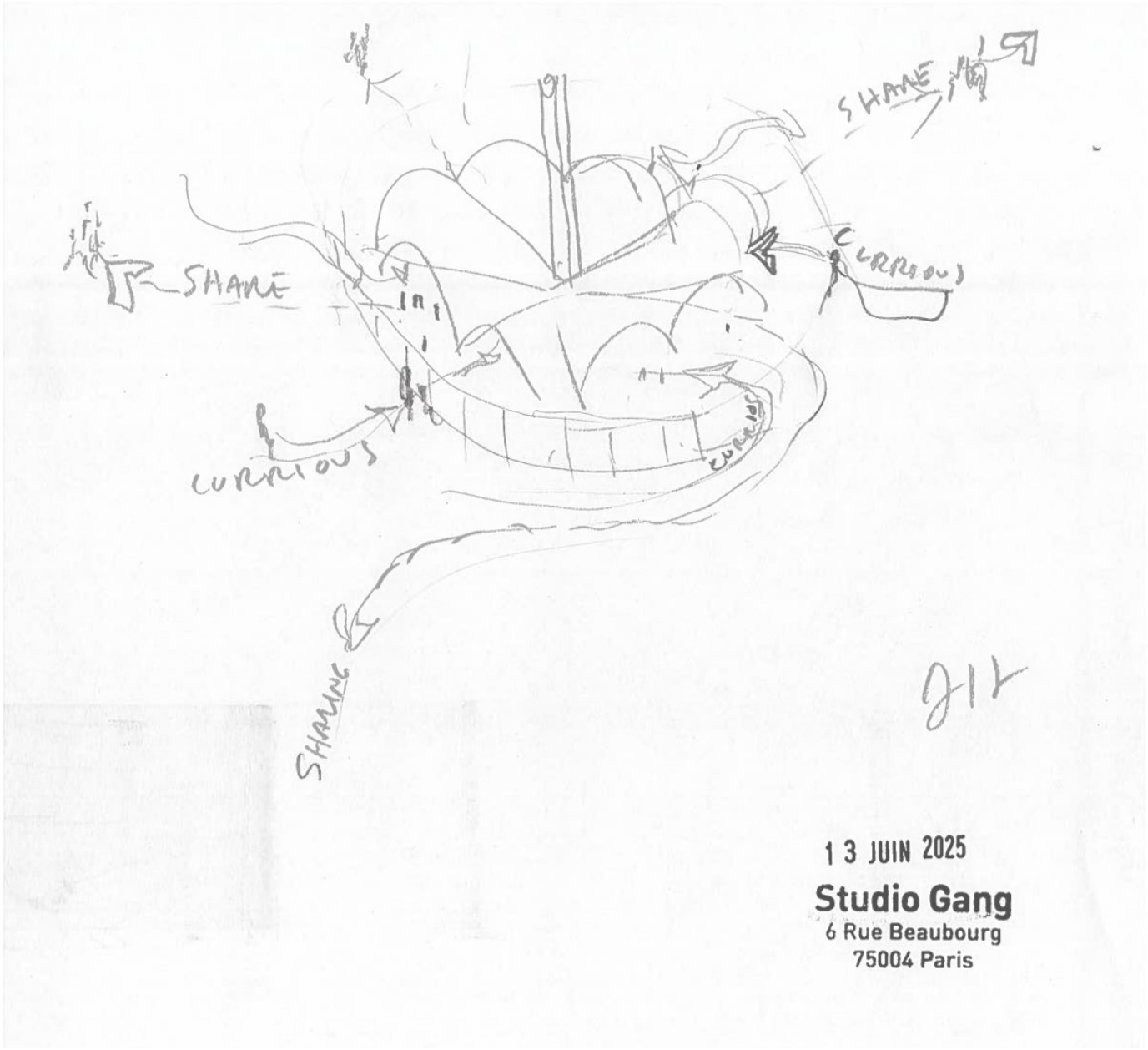
COMMUNITY CENTERS ET CENTRES SOCIAUX

L'infrastructure culturelle joue un rôle de plus en plus stratégique dans la *régénération* des quartiers. Aux États-Unis, le *community center* ou la bibliothèque de quartier (souvent soutenue par de grandes fondations privées ou des mécènes) est traditionnellement centré sur l'insertion professionnelle et le développement de compétences (*skill-building*). Ces lieux offrent des programmes d'alphabétisation numérique, des ateliers de recherche d'emploi, des services de soutien aux entrepreneurs, et servent de refuge face aux inégalités structurelles, souvent en partenariat avec des universités ou des entreprises locales.

En France, l'approche est historiquement plus liée à l'Éducation Populaire et au concept de mixité sociale. Les centres sociaux et les maisons de quartier, financés par les municipalités et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), mettent l'accent sur la médiation sociale, l'accompagnement scolaire (aide aux devoirs) et la création de liens intergénérationnels. Le défi français est souvent d'ouvrir ces lieux à d'autres publics que les « habitués » du quartier et de les décharger de leur fonction purement sociale pour y injecter une dimension culturelle plus ambitieuse et moins institutionnelle.

LA CHAUFFERIE : UN MODÈLE HYBRIDE DE TROISIÈME LIEU

La Chaufferie doit se positionner comme un troisième lieu qui dépasse cette dichotomie. Inspiré par les centres américains dans leur capacité à être des pôles d'excellence et d'opportunités économiques (*coworking*, ateliers de fabrication numérique, résidences d'artistes professionnelles), il doit aussi conserver l'ancrage social et la mission d'éducation populaire chers au modèle français. Le lieu doit être modulable et ouvert, capable d'accueillir à la fois le conseil de quartier informel, l'atelier de lecture pour enfants, et le studio de production artistique de haut niveau.



Esquisse de la Curieuse Chaufferie © Jeanne Gang, Studio Gang

Par exemple, en mettant en place des programmes de mentorat où les entrepreneurs locaux partagent leur savoir avec les jeunes, ou en co-programmant des événements culturels qui attirent un public venu de l'extérieur de Corbeil-Essonnes, brisant ainsi les frontières symboliques du quartier. L'infrastructure devient alors un pont entre les générations, entre le quartier et la ville, et entre l'expérience locale et les savoirs internationaux.

Vers un co-apprentissage international : inspiration « sister institutions »

LE JUMELAGE INSTITUTIONNEL AU SERVICE DE LA RÉGÉNÉRATION

Le modèle des *sister cities* (villes jumelées) a historiquement facilité les échanges culturels et économiques. Nous proposons d'adapter cette logique à l'échelle des institutions culturelles dans les QPV : un jumelage institutionnel entre La Chaufferie des Tarterêts et un centre homologue américain, comme ceux liés au projet du parc Tom Lee de Memphis. Ce concept de *sister institutions* vise à créer un canal d'échange permanent sur les défis spécifiques de la résilience urbaine dans des contextes post-ségrégation ou post-colonial.

Ce jumelage pourrait se concrétiser par des échanges de bonnes pratiques sur des thématiques précises : la mise en place d'un budget participatif local adapté à la structure française ; l'organisation de résidences croisées d'artistes et d'activistes ; le développement de plateformes numériques partagées permettant de valoriser les récits et les mémoires des habitant·e·s des deux quartiers ; et l'organisation de *policy labs* (ateliers expérimentaux de co-conception et d'évaluation de politiques publiques) pour co-apprendre les outils d'évaluation d'impact social et culturel.

L'OUVERTURE SUR UN DIALOGUE GLOBAL ET TRANSNATIONAL

En s'inscrivant dans cette constellation de lieux apprenants, Corbeil-Essonnes et La Chaufferie dépassent la simple échelle locale. Ils rejoignent un dialogue global sur les villes du XXIe siècle, confrontées aux mêmes défis d'inégalités, de fracture sociale et d'urgence climatique. Cette approche du *transnational urban studies* permet de contextualiser les problèmes locaux. Les difficultés d'accès à l'emploi aux Tarterêts trouvent un écho dans le manque d'opportunités dans le South Side de Chicago. La stigmatisation médiatique des banlieues françaises résonne avec la perception des *inner cities* américaines.

Le *co-apprentissage* devient un outil de valorisation pour les habitant·e·s. En reconnaissant que les résidents des Tarterêts sont détenteurs d'un savoir précieux sur la résilience face à l'adversité – ces savoirs-habitants qui intéressent des urbanistes et des sociologues du monde entier – on transforme le stigmate en expertise reconnue. La Chaufferie n'est plus alors un lieu qui répare le quartier, mais un lieu qui exporte son savoir-faire et ses cultures. Il faut faire avec ce qui est déjà là : talents, espaces, solidarités.

APPROCHE ABCD

L'Asset-Based Community Development (ABCD) ou « développement communautaire basé sur les actifs » est une méthodologie de développement communautaire centrée sur la valorisation des atouts locaux plutôt que sur les besoins ou déficits d'une communauté. Développée en 1993 par les Américains John McKnight et Jody Kretzmann, l'approche porte une conviction essentielle : la communauté détient déjà des ressources, des savoirs, des solidarités. On les cartographie, on les valorise, on les mobilise.

Les principes fondamentaux de l'ABCD incluent :

- *Commencer par les atouts :* valoriser les compétences et ressources locales.
- *Approche ascendante :* impliquer activement les citoyen·ne·s dès la conception.
- *Renforcement des capacités locales :* former et soutenir les acteurs locaux.
- *Valorisation des relations* : encourager la coopération et la solidarité.
- *Durabilité et résilience* : concevoir des projets viables à long terme.

Dans les QPV, l'ABCD prend tout son sens. Elle permet de renverser les récits dominants, souvent marqués par le manque et la marginalisation, et de révéler la force des habitant·e·s. En valorisant les talents locaux, elle transforme un projet en geste collectif, porté par la communauté elle-même.

Co-apprentissage et régénération culturelle

La confrontation des expériences franco-américaines éclaire quelques orientations possibles pour La Chaufferie, sans imposer de solutions toutes faites :

Observer et apprendre des pratiques locales : L'expertise est confrontée à l'expérience vécue. Cela peut passer par l'observation des usages informels du lieu, l'organisation d'ateliers participatifs ou la mise en place de mécanismes favorisant l'appropriation citoyenne dès la phase de programmation. L'architecture peut alors s'adapter aux usages, plutôt que l'inverse.

- *Explorer des outils innovants* : S'inspirer de pratiques américaines, comme les budgets participatifs ou certaines plateformes numériques, pour favoriser une implication plus large dans les décisions. Les outils de gouvernance peuvent rester légers et flexibles, afin de permettre un impact tangible et rapide.
- *Favoriser une gouvernance partagée* : Concilier l'expertise professionnelle (architectes, médiateurs culturels, gestionnaires) avec l'expérience des habitant·e·s et des associations locales dans des espaces de décision collective. L'idée est de créer des conditions où la parole et l'influence sont plus équilibrées entre

Le Grand Foyer de la Chaufferie © Studio Gang et Aesthetica Studio

professionnels et usagers, et d'engager ces derniers dans la gestion du lieu.
- *Encourager l'agentivité* : L'agentivité – la capacité des individus ou des groupes à agir sur leur environnement – constitue un moteur de résilience. La Chaufferie peut devenir un lieu où les usagers deviennent acteurs, les consommateurs se transforment en producteurs, renforçant leur pouvoir d'influer sur leur environnement et, par extension, sur la fierté locale.

La culture, dans cette perspective, n'est pas un simple divertissement, mais une ressource stratégique. Elle agit comme un générateur de capital social (en créant des liens entre des individus et des groupes qui ne se croisent pas autrement) et de capital symbolique (en valorisant les expressions, les mémoires et les talents locaux).

L'exemple américain des bibliothèques transformées en centres de technologie et de formation est particulièrement pertinent. La Chaufferie, en proposant des ateliers numériques, des espaces de fablab ou des studios d'enregistrement, doit fournir aux habitant·e·s, en particulier aux jeunes, les outils de production de leur propre récit, contrant ainsi la narration médiatique dominante. L'équipement devient un cercle vertueux où la reconnaissance des cultures locales renforce la vitalité sociale, qui à son tour nourrit l'engagement citoyen.

DU LOCAL AU GLOBAL, L'AMBITION DE LA CHAUFFERIE

La Chaufferie n'est pas uniquement une réponse aux besoins des Tarterêts. Elle est un modèle d'expérimentation urbaine qui tente de concilier le meilleur des deux mondes : l'ambition culturelle et l'ancrage institutionnel français, avec la démocratie participative et l'approche par les actifs (asset-based community development) du modèle anglo-saxon. En se proposant comme sister institution de centres confrontés à des défis similaires, par exemple à Memphis, elle s'inscrit dans un dialogue global qui élève l'expertise locale au rang de savoir international.

Le projet porte l'ambition de transformer un lieu-mémoire (une ancienne chaufferie) en un lieu d'avenir, où l'attention portée aux habitant·e·s se matérialise en action concrète : écouter, observer, co-décider, apprendre. La Chaufferie devient ainsi l'illustration que la vitalité d'un quartier populaire réside moins dans ses infrastructures neuves que dans la confiance accordée à ses résidents pour inventer, gérer et transformer leur propre environnement. Un lieu d'échange, de co-apprentissage et de régénération culturelle qui relie les Tarterêts à une constellation mondiale de quartiers qui construisent, chaque jour, leur propre résilience.

BIBLIOGRAPHIE

- ABCD Institute. *Asset-Based Community Development*. https://www.abcdinstitute.org/content.aspx?page_id=22&club_id=104994&module_id=693983
- Bacqué, M.-H., & Sintomer, Y. (2011). *La démocratie participative : histoire et généalogie*. La Découverte.
- Bonneau, C. (2018). *La politique de la ville et la mixité sociale en France*. Presses Universitaires de Rennes.
- Body-Gendrot, S. (2015). *Ville et violence : L'irruption de nouveaux acteurs*. Presses de Sciences Po.
- Dikeç, M. (2007). *Badlands: Urban Theory and Spatial Politics*.
- Diop, A. (2008). *Clichy pour l'exemple* [Documentaire].
- Epstein, R. (2020). *La rénovation urbaine : démolition-reconstruction de l'État*. Presses de Sciences Po.
- Fung, A., & Wright, E. O. (2003). *Deepening Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*. Verso.
- Hajjat, A. (2013). *La marche pour l'égalité et contre le racisme*. Éditions Amsterdam.
- Lincoln, C. E., & Mamiya, L. H. (1990). *The Black Church in the African American Experience*.
- Massey, D. S., & Denton, N. A. (1993). *American Apartheid*. Harvard University Press.
- Préteceille, E. (2010). *Les quartiers en difficulté*. PUF.
- Rothstein, R. (2017). *The Color of Law: A Forgotten History of How Our Government Segregated America*. Liveright.
- Sugrue, T. (1996). *The Origins of the Urban Crisis*. Princeton University Press.
- Truong, F., & Truc, G. (2016). *Grands Ensembles : L'art de vivre en banlieue*. La Découverte.
- U.S. Department of Housing and Urban Development (HUD). *Fair Housing Act of 1968*.
- Ville de New York. (2018). *NYC Civic Engagement Commission*.
- Wacquant, L. (2006). *Parias urbains : Ghetto, banlieues, État*. La Découverte.

Les Perspectives Quartiers de demain

Ylé
Ancrages locaux et pédagogie écologique
Atelier Marion Talagrand
L'approche de la micro-histoire
Obras
Bricolage et maintenance : retrouver le droit commun à la ville
Studio Gang
La Chaufferie, une infrastructure de soin
Lab705
Concertation et participation
Perrault + MBL architectes
Connecter les sols + Dédensifier de l'intérieur
La Soda + E. Bonduelle
De la machine à l'outil : pour une architecture conviviale
Devaux & Devaux
De la nécessité de l'équipement culturel dans la transformation des QPV : penser la relation dedans-dehors
Devaux & Devaux + Freaks + I. Chervet
De la réparation à l'habitabilité : méthode d'intervention sur le patrimoine bâti et paysagers des QPV
Osty et associés
De l'accompagnement des usages dans l'espace public
L'Anton & Associés
Dessiner le temps
L'Anton & Associés
Du « sauvage protégé » à la ville-écosystème programmée
Ylé
Du trottoir à la cour d'école : la ville à hauteur d'enfant
Alep paysagistes
Eau et trame bleue
l'AUC
Espaces ouverts contre espaces verts
Atelier Marion Talagrand
Les espaces publics à intensité variable
Agence Traverses + Estudi Martí Franch
L'existant – L'attendu et l'inattendu – L'imprévisible
LIN
L'exosquelette

Sara de Gouy + Vurpas
Fabriquer la ville à hauteur d'enfants
Syvil architectures
Faire coque neuve : construire pour le changement

Studio Gang
France & États-Unis : Regards croisés sur les quartiers prioritaires

---

Ilex
Gestion commune
Syvil architectures
Grands ensembles et programmation
Sergison Bates + Atelier Hart Berteloot
Habiter par les meubles : une lecture de l'espace domestique
Folléa-Gautier
Justice nourricière dans les quartiers populaires
51N4E
Maintenir et prendre soin
XDGA
Manifeste du vide
dadour de pous
Mettre en relation
Cathrin Trebeljahr
Ouvrir graduellement l'école sur le quartier
Ilex
Un parc pour et avec les enfants
Agence Réseau(x) + Vurpas
Le paysage contemporain : Vers un es-parc public généralisé
Cathrin Trebeljahr
Penser la cour de récré
BASE
Une pièce en plus
La Soda + E. Bonduelle
La place des enfants dans la « pensée collective » et l'espace public dans les QPV
LIN
Le podium productif
Batlle I Roig
Politique de l'eau
Batlle I Roig
Politique des nouvelles centralités
l'AUC
Pour des quartiers hospitaliers
h2o
La préfiguration
Topotek1
Principes d'intervention minimale
Perrault + MBL architectes
Programmation en vases communicants et agilité des usages
Osty et associés
Les qualités du vide
Folléa-Gautier
Refaire quartier par le vivant
Atelier du Rouget
Régénérer Lodève en ville éponge
Lab705
Rénover avec et auprès des habitants
51N4E
Renverser le regard
Topotek1
La requalification de l'espace
Paola Viganò
La révolution des structures faibles
dadour de pous + G. Redelsperger
S'acclimater
Raum404 + Estran
S'adapter
Paola Viganò
Se rematérialiser : une ville pensée par le corps
grue + XDGA
Le sol comme récit
Atelier du Rouget
La soustraction positive
Obras
Sur les synergies d'usages et la constitution de l'espace public
Estudi Martí Franch
Transformer la ville avec les brigadistes jardiniers : un projet pour les lisières naturbaines
Sergison Bates + Atelier Hart Berteloot
La transition de la polychromie
Alep paysagistes + Concepto
Vers des nuits bienveillantes pour les quartiers de demain
BASE
La ville des enfants
h2o
Vivre avec les saisons
Raum404 + Estran
Zéro déchet

Comité des partenaires du programme

- Cité de l'architecture et du patrimoine
- Banque des territoires
- Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
- Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)
- Union sociale pour l'habitat (USH)
- Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA)
- Fédération française du paysage (FFP)
- Association des maires de France (AMF)
- Club Ville Aménagement
- Intercommunalités de France
- Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville
- Ville & Banlieue
- France Urbaine
- Réseau national des aménageurs (RNA)
- Fédération Nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (FNCAUE)
- Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)
- Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques (MICQP)
- Comité d'histoire de la politique de la ville
- Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC)
- École du renouvellement urbain (ERU)
- Efficacity
- France Ville et Territoire Durable

Retrouver l'ensemble des Perspectives Quartiers de demain
sur www.quartiers-de-demain.archi.fr

Contact : quartiers-de-demain@developpement-durable.gouv.fr

978-2-488069-15-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

epau

Tour Séquoia
1 place Carpeaux 92055
La Défense Cedex
Tél. : +33(0)1 40 81 93 27
epau.fr
quartiers-de-demain.archi.fr

Fruit d'un dialogue interministériel, le programme Quartiers de demain est porté par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature, le ministère de la Culture, le ministère de la Ville et du Logement. Il est conduit par le groupement d'intérêt public l'Europe des projets architecturaux et urbains, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, la Cité de l'architecture et du patrimoine, la Banque des territoires et le Conseil national de l'ordre des architectes.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Partenaires

ANRU Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

anct agence nationale de la cohésion des territoires

BANQUE des TERRITOIRES

ORDRE DES ARCHITECTES

CITÉ ARCHITECTURE & PATRIMOINE